

**No. 29106**

—

**DENMARK  
and  
MALI**

**Financing Agreement for a Danish grant of 27,14 million  
Danish Kroner (DKR). Signed at Bonn on 4 December  
1991**

*Authentic text: French.*

*Registered by Denmark on 28 August 1992.*

—————

**DANEMARK  
et  
MALI**

**Accord de financement pour un don danois de 27,14 millions  
de couronnes danoises (DKK). Signé à Bonn le 4 dé-  
cembre 1991**

*Texte authentique : français.*

*Enregistré par le Danemark le 28 août 1992.*

ACCORD DE FINANCEMENT<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU DANEMARK ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI POUR UN DON DANOIS DE 27,14 MILLIONS DE COURONNES DANOISES (DKK)

---

Le gouvernement du Royaume du Danemark et le Gouvernement de la République du Mali désireux de renforcer la coopération traditionnelle et les relations cordiales qui existent entre leurs pays, sont convenus, dans le cadre du développement économique de la République du Mali de l'attribution au Gouvernement de la République du Mali d'une assistance financière danoise, sous forme d'un don de vingt-sept millions cent quarante mille couronnes danoises, conformément aux dispositions suivantes:

Article premier

Définitions

Aux fins du présent Accord, on entend, sauf stipulation contraire, dans le cas du gouvernement du Royaume du Danemark, par "Autorités compétentes", le Ministère des Affaires Etrangères (Coopération Internationale au Développement - Danida), et dans le cas du gouvernement de la République du Mali, le Ministère du Plan et de la Coopération ou, pour les deux parties, toute autre autorité désignée pour exercer les fonctions actuellement assumées par lesdites autorités.

Article 2

Objectifs de la coopération

La coopération a pour objectif à long terme: ,

l'amélioration des conditions de vie de la population de la République du Mali par l'accès à l'eau potable saine.

---

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 4 décembre 1991 par la signature, conformément à l'article 16.

La coopération a pour objectifs immédiats:

- . Le renforcement d'animation des bénéficiaires des pompes à main et des systèmes à pompe solaires installés pendant les précédentes première et deuxième phases, également financées par le Royaume du Danemark.
- . La consolidation du système de maintenance desdites installations.
- . La réalisation des forages d'exploitation pour une adduction d'eau potable dans la ville de Sikasso, y compris le quartier de Bougoula.
- . L'exécution des études détaillées et le lancement d'appel d'offres pour les travaux de génie civil d'AEP à Sikasso.
- . Exécution de quatre forages équipés de pompes manuelles dans le quartier de Bougoula et les villages de Finkolo et de Kaféla actuellement desservis à partir du captage à Farako.

### Article 3

#### Résultats attendus

Aux fins de la réalisation des objectifs ci-dessus, la coopération devrait aboutir aux résultats ci-après:

- . Une phase de consolidation de deux ans des volets maintenance et animation, y compris une amélioration du système d'entretien des pompes à motricité humaine.

L'amélioration de la formation des usagers et de la stratégie de l'animation des villageois.

La réalisation des études détaillées pour la construction d'une adduction d'eau potable à Sikasso selon les critères définis dans "l'Etude de Faisabilité du Projet d'Adduction

d'Eau de la Ville de Sikasso, version provisoire, Décembre 1990" avec les modifications convenues dans le Compte Rendu du séjour en République du Mali d'une mission de Danida du 22 Avril au 10 Mai 1991, signé à Bamako le 10 Mai 1991.

Le lancement d'appel d'offres pour les travaux de génie civil d'AEP à Sikasso, l'évaluation des offres soumises, ainsi que l'élaboration du contrat avec l'entrepreneur retenu prêt à signer, au moment où la Commission parlementaire des Finances aura accordé le financement pour les travaux et la surveillance de l'AEP définitive de Sikasso.

#### Article 4

##### Passation des marchés et plan de réalisation

Les contrats relatifs à l'exécution des différentes tâches ci-dessus énumérées seront directement passés d'une part, entre DANIDA et les bureaux d'ingénieurs-conseils pour les études, le contrôle et la surveillance des travaux, d'autre part entre DANIDA et l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Les différents contrats seront, après signature, soumis à l'approbation des Autorités Compétentes Maliennes.

Les plans de réalisation des tâches seront élaborés au cours de la passation des contrats.

## Article 5

Obligations à la charge du gouvernement du Danemark

Le gouvernement du Danemark s'engage à financer l'exécution des tâches suivantes aux fins de la mise en oeuvre efficace du programme de coopération:

DKK

Adduction d'Eau Potable dans la ville  
de Sikasso:

1.	Etude détaillée	4.120.000
2.	Frais remboursables	1.580.000
3.	Forages d'exploitation	2.300.000

---

Total		8.000.000
Divers et imprévus		800.000

---

Total		8.800.000
-------	--	-----------

Phase de consolidation des projets  
d'hydraulique villageoise:

1.	Assistance technique	3.675.000
2.	Frais remboursables	4.551.000
3.	Contrat d'appui logistique	8.446.837

---

Total		16.672.837
Divers et imprévus		1.667.163

---

Total		18.340.000
-------	--	------------

GRAND TOTAL		27.140.000
-------------	--	------------

=====

Toute proposition d'incorporation de composantes complémentaires ou de réallocations au sein des composantes existantes sera sujette à l'approbation des deux parties.

## Article 6

Obligations à la charge du gouvernement du Mali

Dans le cadre du présent Accord, le gouvernement de la République du Mali s'engage à :

- garantir que toutes les tâches à exécuter par la Direction Nationale de l'Hydraulique et de l'Energie (DNHE) et les autorités maliennes, dans le cadre de l'organisation et la réalisation des projets comme convenu entre la DNHE et le Danida sur la base du "Compte Rendu du séjour en République du Mali d'une mission du département de la coopération internationale au développement du Danemark (Danida) du 22 avril au 10 mai 1991" signé à Bamako le 10 Mai 1991 soient réalisées. Il s'agit notamment:
  - . d'assister l'ingénieur-conseil pour la recherche de solutions aux éventuels problèmes fonciers;
  - . de mettre à la disposition du Projet le camp, le matériel et les équipements hérités des phases précédentes et nécessaires à l'exécution de la phase de consolidation du projet d'hydraulique villageoise; des forages d'exploitation et de tout autres travaux définis d'un commun accord;
  - . d'assurer la légalisation de la vente d'eau par les propriétaires des branchements privés à Sikasso. Une telle légalisation est impérative et constitue un préalable pour la faisabilité de la construction et l'exploitation d'une AEP à Sikasso. Pour les besoins pressants du Projet de Coopération Mali-Danemark, le Ministre des Mines de l'Hydraulique et de l'Energie produira un certificat provisoire autorisant la vente de l'eau en attendant la promulgation d'une loi appropriée.
  - . d'accorder au projet le régime d'exonération douanière et fiscale totale pour toutes les importa-

tions en provenance de l'extérieur et les achats de biens ou services en Mali, notamment carburants, lubrifiants, pièces détachées de véhicules et machines, matériaux consommables de forages, etc.

. d'accorder au personnel expatrié du projet un statut prévoyant un régime douanier et fiscal de faveur tel que défini à l'article 9 du présent ACCORD.

. d'affectuer exclusivement aux seules fins de la maintenance des pompes manuelles et de l'équipement des forages en abreuvoirs les fonds constitués par la contribution financière villageoise pour les forages des phases précédentes du projet. Ces fonds, déjà disponibles ou à recouvrer, resteront pour la durée du projet sous la gestion conjointe de l'ingénieur-conseil et de la DNHE.

. à mettre à la disposition du projet le personnel fonctionnaire tel que défini dans le Compte Rendu du séjour en République du Mali d'une mission de DANIDA du 22. avril au 10. mai 1991.

#### Article 7

##### Transport maritimes

Tout transport maritime de biens d'équipement couverts par le présent Accord devra respecter le principe de la libre participation des navires au commerce international sous le régime de la concurrence libre et loyale.

#### Article 8

##### Importations, taxes à l'importation et autres charges publiques

Le gouvernement de la République du Mali veillera au bon accomplissement des importations et des formalités de dédouanement des biens d'équipements couverts par le présent Accord.

Le gouvernement de la République du Mali exemptera les biens et services arrivant du Danemark et des pays tiers dans le cadre du présent Accord de tout droit d'importation, taxe, droit national ou toute autre charge publique telle que la surtaxe à l'importation, le droit compensatoire d'impôts indirects, le droit ou le dépôt se rapportant à la délivrance de permis de règlement ou d'importation.

#### Article 9

##### Statut du personnel

1. Le gouvernement de la République du Mali veillera à ce que le personnel expatrié soit exempté:
  - a) de tout impôt et de toute taxe pour ce qui concerne toute rémunération provenant du Danemark;
  - b) de tout droit et de toute taxe pour ce qui concerne l'importation et l'exportation d'effets personnels neufs ou usagés et d'équipements importés par le personnel expatrié pour leur usage pendant leur mission en République du Mali;
  - c) de tout droit et de toute taxe frappant l'importation et l'exportation d'un véhicule à moteur destiné à l'usage personnel des expatriés, ou l'achat d'un tel véhicule à moteur en République du Mali, étant donné qu'un véhicule à moteur importé dans ces conditions sera assujéti à ces droits et taxes dans l'éventualité où il serait revendu à une personne en République du Mali sauf les cas de revente à une personne investie des mêmes privilèges. Si le véhicule à moteur importé subit des dégâts irréparables ou qu'il soit perdu de toute autre manière sans faute de la part de l'expatrié, le gouvernement du Mali lui accordera l'autorisation d'importer en toute franchise un véhicule de remplacement. D'autre part, le gouvernement du Mali accordera à l'expatrié ayant accompli trois ans de service



au pays le bénéfice de la franchise pour l'importation d'un véhicule de substitution si la durée du contrat de l'expatrié est portée à quatre ans ou plus.

2. Le gouvernement de la République du Mali délivrera au personnel expatrié des visas d'entrées et de sorties multiples ainsi que des permis de travail et de séjour.
3. Le gouvernement de la République du Mali accordera à tout expatrié l'autorisation d'ouvrir un compte externe. En ce qui concerne le rapatriement du produit de la vente des véhicules à moteur de l'expatrié, ce dernier devra adresser une demande spécifique à l'autorité compétente de la République du Mali. Cette demande sera étudiée conformément aux dispositions en matière de contrôle de changes en vigueur au moment où l'expatrié quitte le Mali.

#### Article 10

##### Organisation et coordination de la coopération

Les activités d'organisation et de coordination de la coopération seront, pendant la période des projets, assurées par les sociétés danoises en charge d'assistance technique et d'appui logistique pour la consolidation du projet d'hydraulique villageoise en charge d'études détaillées et d'exécution des forages d'exploitation pour l'adduction d'eau potable pour Sikasso, suivant les modalités prévues dans les contrats à établir.

#### Article 11

##### Information, suivi et évaluation

1. Les deux parties devront collaborer pleinement en vue de la réalisation des objectifs du présent Accord. A cette fin, elles devront échanger leurs points de vue sur les questions se rapportant à la coopération et fournir, l'une à l'autre, tout renseignement qui pourrait être raisonnablement demandé en la matière. Les deux parties accompliront conjointement les travaux d'examen de la mise

en oeuvre de la coopération dans le cas où l'une ou l'autre des parties en formulerait la demande.

2. Le Danida aura le droit d'entreprendre toute mission technique ou financière qu'il jugerait nécessaire pour suivre la mise en oeuvre de la coopération. Le gouvernement de la République du Mali fournira aux personnes chargées d'une telle mission toute assistance, toute information et toute documentation pertinentes.
3. L'évaluation de la coopération, de préférence conduite conjointement par le Danida et les autorités de la République du Mali, pourra être entreprise à la demande de l'une ou l'autre des parties.
4. Le Danida aura le droit de procéder à des actions de suivi et d'évaluation en vertu de cet article après l'achèvement de l'action de coopération.

#### Article 12

##### Durée de l'action de coopération

La coopération entre le gouvernement de la République du Mali et le gouvernement du Royaume du Danemark se poursuivra jusqu'à la fin de la réalisation des obligations mentionnées aux Articles 5 et 6, respectivement.

#### Article 13

##### Rapports

La société d'ingénieur-conseil en charge des études détaillées pour l'AEP à Sikasso et l'assistance technique pour la phase de consolidation du projet d'hydraulique villageoise fait régulièrement rapport au Danida et à la DNHE sur l'état d'avancement des projets. Elle fait, d'autre part, régulièrement rapport au Danida sur la gestion des budgets.

## Article 14

Droits de propriété

Les véhicules ainsi que tout équipement et matériel fournis par le gouvernement du Danemark resteront la propriété du Danida jusqu'à l'intervention d'un accord contraire entre les deux parties.

## Article 15

Comptabilité et vérification

Des représentants de RIGSREVISIONEN (l'institution supérieure de contrôle des comptes publics du Danemark) auront le droit d'entreprendre, à partir de toute documentation pertinente, toute vérification ou toute inspection jugée nécessaire pour ce qui concerne l'affectation des fonds consentis au gouvernement malien en vertu du présent Accord.

## Article 16

Entrée en vigueur et dénonciation

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et il restera en vigueur jusqu'à l'accomplissement de la totalité de toutes les obligations ou bien jusqu'à la dénonciation de l'Accord.

Les deux parties pourront dénoncer l'Accord en commun par un échange de notes ou bien unilatéralement par notification. Une telle notification prendra effet trois mois après sa réception par l'autre partie.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord en double exemplaire, en langue française.

FAIT à Bonn le 4 décembre 1991.

Pour le Gouvernement  
du Royaume du Danemark :

[Signé]

K. E. TYGESEN  
Ambassadeur du Royaume  
du Danemark

Pour le Gouvernement  
de la République du Mali :

[Signé]

MODIBO KEÏTA  
Ambassadeur de la République  
du Mali

---

## [TRANSLATION — TRADUCTION]

FINANCING AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF  
THE KINGDOM OF DENMARK AND THE GOVERNMENT  
OF THE REPUBLIC OF MALI FOR A DANISH GRANT OF  
27,140,000 DANISH KRONER (DKR)

The Government of the Kingdom of Denmark and the Government of the Republic of Mali, desiring to strengthen the traditional cooperation and cordial relations between their countries, have agreed that, as a contribution to the economic development of the Republic of Mali, Danish financial assistance by way of a grant of 27,140,000 Danish kroner (Dkr) shall be extended to the Government of the Republic of Mali in accordance with the provisions that follow.

*Article 1*

## DEFINITIONS

For the purposes of this Agreement, unless otherwise stated, “competent authorities” means, in the case of the Government of the Kingdom of Denmark, the Ministry of Foreign Affairs (Department of International Development Cooperation (Danida)), and in the case of the Government of the Republic of Mali, the Ministry of Planning and Cooperation, or, for both parties, any other authority empowered to perform the functions at present exercised by the said authorities.

*Article 2*

## OBJECTIVES OF THE COOPERATION

The long-term objective of the cooperation shall be as follows:

- To improve the living conditions of the population of the Republic of Mali by providing access to safe drinking water.

The immediate objectives of the cooperation shall be as follows:

- To boost the involvement of the beneficiaries in operating the manual and solar-powered pumps installed during the preceding first and second phases, which were also financed by the Kingdom of Denmark;
- To consolidate the system of maintenance of the above-mentioned installations;
- To sink development wells for a drinking-water supply in the town of Sikasso, including the district of Bougoula;
- To undertake detailed studies and put out to tender engineering work for a drinking-water supply in Sikasso;
- To sink four wells, and equip them with manual pumps, in the district of Bougoula and the villages of Finkolo and Kaféla, which are currently served by the Farako water-catchment area.

<sup>1</sup> Came into force on 4 December 1991 by signature, in accordance with article 16.

*Article 3*

## ANTICIPATED RESULTS

In order to meet the above-mentioned targets, cooperation should result in the following:

- A two-year consolidation phase comprising maintenance and training periods, including improved maintenance of manually operated pumps;
- Improvement of user training and of the strategy for promoting participation by the villagers;
- Commissioning of detailed studies for the construction of a drinking-water-supply system in Sikasso in line with the criteria defined in the provisional version of the Feasibility study for the water-supply project for the town of Sikasso, of December 1990, in conjunction with the changes agreed in the report of the Danida mission on its visit to the Republic of Mali between 22 April and 10 May 1991, signed in Bamako on 10 May 1991;
- Invitations to tender for engineering work for a drinking-water-supply system in Sikasso, assessment of the tenders submitted and preparation of a contract with the chosen contractor to be ready for signing when the Parliamentary Finance Commission has approved financing for the execution and supervision of the work of installing the drinking-water-supply system in Sikasso.

*Article 4*

## DRAWING UP OF CONTRACTS AND PLAN OF EXECUTION

The contracts for carrying out the various tasks listed above shall be drawn up directly between Danida and the offices of the engineering consultants in the case of the studies and the monitoring and supervision of the work, and between Danida and the contractor in the case of the execution of the work. After signature, the various contracts shall be submitted for the approval of the competent Malian authorities.

The plan of execution of the various tasks shall be drafted when the contracts are being drawn up.

*Article 5*

## OBLIGATIONS ASSUMED BY THE GOVERNMENT OF DENMARK

The Danish Government agrees to finance execution of the following work in order to ensure the effective implementation of the cooperation programme:

The drinking-water-supply system in the town of Sikasso:

	<i>Dkr</i>
1. Detailed study . . . . .	4 120 000
2. Reimbursable expenses . . . . .	1 580 000
3. Development wells . . . . .	<u>2 300 000</u>
TOTAL	8 000 000
Sundry and unforeseen expenses . . . . .	<u>800 000</u>
TOTAL	8 800 000

## Consolidation phase of the village water-supply project:

	<i>Dkr</i>
1. Technical assistance.....	3 675 000
2. Reimbursable expenses.....	4 551 000
3. Contract for logistical support.....	<u>8 446 837</u>
TOTAL	16 672 837
Sundry and unforeseen expenses.....	1 667 163
TOTAL	18 340 000
GRAND TOTAL	<u>27 140 000</u>

Any proposal to include additional components or to reallocate funds among the existing components shall be subject to approval by both parties.

*Article 6*

## OBLIGATIONS ASSUMED BY THE GOVERNMENT OF MALI

Under this Agreement, the Government of the Republic of Mali agrees:

- To guarantee that all the work to be carried out by the National Water and Energy Authority (DNHE) and the Malian authorities will be completed as part of the organization and implementation of the projects agreed upon by the DNHE and Danida on the basis of the report of the Danida mission on its visit to the Republic of Mali between 22 April and 10 May 1991, signed in Bamako on 10 May 1991. These shall include:
- Helping the engineering consultant to find solutions to possible land-tenure problems;
- Making available all the living quarters, plant and equipment left over from the previous phases and needed in order to put into effect the consolidation phase of the village water-supply project, and also the development wells and all other works defined by common agreement;
- Ensuring that it is legal for owners of private outlets in Sikasso to sell water. Such legislation is vital and constitutes a precondition for the feasibility of constructing and operating a drinking-water-supply system in Sikasso. To satisfy the urgent requirements of this project, the Ministry of Mines, Water and Energy shall issue a temporary certificate authorizing water sales pending the promulgation of an appropriate law;
- Exempting the project from customs duties and taxes in respect of all goods imported from abroad and all goods or services purchased in Mali, including fuel, lubricants, vehicle and machine spare parts, all expendable drilling materials, etc.;
- Granting the expatriate personnel assigned to the project a status that provides them with favourable customs and tax arrangements as defined in article 9 of this Agreement;
- Allocating the funds remaining from village financial contributions for well drilling under the previous phases of the project for the exclusive purpose of maintaining the manual pumps and drilling equipment located at water outlets. These funds, which are already available or awaiting collection, shall remain

under the joint control of the engineering consultants and the DNHE for the duration of the project;

- Making officials available for the project as defined in the report of the Danida mission on its visit to the Republic of Mali between 22 April and 10 May 1991.

#### *Article 7*

#### SEA SHIPMENTS

All sea shipments of capital goods covered by this Agreement shall be in keeping with the principle of free participation of ships in international trade in free and fair competition.

#### *Article 8*

#### IMPORTS, IMPORT TAXES AND OTHER PUBLIC CHARGES

The Government of the Republic of Mali shall ensure the smooth operation of import procedures and customs clearance in respect of the capital goods covered by this Agreement.

The Government of the Republic of Mali shall exempt goods and services arriving from Denmark and third countries under this Agreement from payment of any import duty, tax, national or other public charge such as import surcharges, duties levied to compensate for indirect taxes, and charges or deposits in connection with the issuance of payment authorizations or import licences.

#### *Article 9*

#### STATUS OF PERSONNEL

1. The Government of the Republic of Mali shall provide for the exemption of expatriate personnel from:

(a) All taxes in respect of any emolument originating in Denmark;

(b) All duties and taxes levied on the import and export of new and used personal effects and equipment imported by expatriate personnel for their use during their mission in the Republic of Mali;

(c) All duties and taxes levied on the import and export of a motor vehicle for the personal use of the expatriate personnel or the purchase of such a motor vehicle in the Republic of Mali, provided that a motor vehicle imported under these conditions shall be liable for such duties and taxes if resold to a person in the Republic of Mali, unless resold to a person entitled to the same privileges. In the event of irreparable damage to, or other loss of, the imported motor vehicle without negligence on the part of the expatriate, the Government of Mali shall authorize him to import a replacement vehicle free of duty. Furthermore, the Government of Mali shall authorize an expatriate having completed three years of service to import a replacement vehicle free of duty, if the expatriate's contract is prolonged to four years or more.

2. The Government of the Republic of Mali shall issue multiple-entry and exit visas and work and residence permits to the expatriate personnel.



3. The Government of the Republic of Mali shall authorize every expatriate to open an external account. With regard to the repatriation of the proceeds from the sale of the expatriate's motor vehicle, the expatriate shall make a specific application to the competent authority in the Republic of Mali. The application shall be dealt with in accordance with the foreign-exchange-control regulations prevailing at the time of the expatriate's departure from Mali.

#### *Article 10*

#### ORGANIZATION AND COORDINATION OF THE COOPERATION

During the implementation of the projects, the organization and coordination of the cooperation shall be entrusted to the Danish companies responsible for providing technical assistance and logistical support for the consolidation of the village water-supply project and for carrying out detailed studies and sinking development wells for the drinking-water-supply system in Sikasso, in accordance with the procedures laid down in the contracts to be concluded.

#### *Article 11*

#### INFORMATION, MONITORING AND EVALUATION

1. The two parties shall collaborate fully to ensure that the objectives of this Agreement are met. To this end, the parties shall exchange views on matters relating to the cooperation and provide each other with all such information as can reasonably be requested in that regard. The two parties shall jointly review the progress of the cooperation if either party so requests.

2. Danida shall have the right to carry out any technical or financial mission that it considers necessary in order to monitor the progress of the cooperation. The Government of the Republic of Mali shall provide all relevant assistance, information and documentation to the persons entrusted with such a mission.

3. Evaluation of the cooperation, preferably undertaken jointly by Danida and the authorities in the Republic of Mali, may be carried out at the request of either party.

4. Danida shall have the right to carry out monitoring and evaluation in accordance with this article after the completion of the cooperation activities.

#### *Article 12*

#### DURATION OF THE COOPERATION ACTIVITIES

The cooperation between the Government of the Republic of Mali and the Government of the Kingdom of Denmark shall continue until the obligations listed in articles 5 and 6 have been fulfilled.

#### *Article 13*

#### REPORTING

The engineering consultancy firm responsible for undertaking detailed studies for the drinking-water-supply system in Sikasso and for providing technical assist-

ance for the village water-supply project shall report regularly to Danida and the DNHE on the progress of the projects. They shall also report regularly to Danida on budgetary control.

*Article 14*

PROPERTY RIGHTS

Vehicles, equipment and plant provided by the Government of Denmark shall remain the property of Danida until an agreement to the contrary comes into effect between the parties.

*Article 15*

ACCOUNTING PROCEDURES AND AUDIT

Representatives of Rigsrevisionen (Danish institution for the auditing of public accounts) shall be entitled, on the basis of all the relevant documentation, to carry out any audit or inspection considered necessary with regard to the use of the funds allocated to the Government of Mali under this Agreement.

*Article 16*

ENTRY INTO FORCE AND TERMINATION

This Agreement shall enter into force on the date of its signature by the two parties and shall remain in force until all the obligations thereunder have been met or until the Agreement is terminated.

The two parties may jointly terminate the Agreement by an exchange of notes or unilaterally by giving notice. Such notice shall come into effect three months after having been received by the other party.

IN WITNESS WHEREOF the duly authorized representatives of the two parties have signed this Agreement in two originals in the French language.

DONE in Bonn on 4 December 1991.

For the Government  
of the Kingdom of Denmark:

[Signed]

K. E. TYGESEN  
Ambassador of the Kingdom  
of Denmark

For the Government  
of the Republic of Mali:

[Signed]

MODIBO KEÏTA  
Ambassador of the Republic  
of Mali